

Mais pourquoi les Français sont-ils la nationalité ayant la pire perception au monde de la mondialisation ?



Plusieurs raisons peuvent expliquer la perception négative des Français à l'égard de la mondialisation, parmi lesquelles le fait que celle-ci s'opère selon un modèle typiquement anglo-saxon, qui n'est pas celui qui avait guidé les réussites économiques françaises dans les années 1960 ou 1970.

Avec Jean-Marc
Siroën

Atlantico : Selon une enquête réalisée par YouGov, seulement 3% des Français estiment que la mondialisation a amélioré leurs conditions de vie, reléguant ainsi le pays dans le bas du classement. Comment expliquer le regard extrêmement négatif porté par les Français sur la mondialisation ?

Jean-Marc Siroën : Dans ce sondage où, curieusement, n'apparaissent ni l'Europe du Sud, ni l'Amérique latine, la France est à peu près au même niveau que des grands pays industriels comme l'Australie, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne... Mais dans l'interprétation des réponses, il faut toujours revenir à la question posée. Or celle-ci ne portait pas sur les effets de la mondialisation mais sur leur bien-être ressenti. En fait, les 3% se réfèrent à ceux qui pensent que leur situation s'est améliorée, quelles que soient les causes du changement. Avec ce type de question, il y a toujours le biais "c'était mieux avant". Si on regarde un sondage plus récent du même institut à la question "Pensez-vous que la mondialisation soit positive et négative pour votre pays ?", les réponses positives équilibrent exactement les réponses négatives, un quart ne se prononçant pas. On voit que les résultats sont très différents même si une minorité exprime une opinion favorable à la mondialisation ! A noter que chez les jeunes Français de 18-24 ans, la mondialisation est positive à 77%. Il ne faut donc pas exagérer un rejet de la mondialisation même si celui-ci est perceptible et croissant. **Les Français sont généralement plus pessimistes et négatifs que les autres pays quelle que soit la question posée, sur la mondialisation, sur l'immigration (ce qui est relativement nouveau) ou sur leur situation personnelle.**

En effet, si les pays qui ont connu la croissance du revenu (PIB par tête) le plus élevé ont plus de chance d'avoir une opinion positive, quelques pays comme la France, mais aussi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, sur-réagissent négativement. L'écart aurait sans doute été moins grand si YouGov avait élargi son échantillon à des pays comme l'Espagne, la Grèce ou le Brésil.... Les sondages réguliers d'Eurobaromètre confirment cette spécificité française. En fait, **ce n'est pas tout à fait par hasard que les trois pays les plus pessimistes sont membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui n'a pas d'autre signification que d'être le symbole d'une puissance présente ou passée, en tout cas perçue comme déclinante. Partant de plus haut, le déclin même relatif, est à la fois plus apparent et plus mal perçu. Il conduit à l'imputer à la mondialisation alors que pour des pays comme la Chine ou l'Allemagne, pour des raisons évidemment différentes, la population voit au contraire dans les opportunités de la mondialisation un sujet de fierté ou la preuve d'une puissance retrouvée.** Il existe également un certain lien avec l'état de la balance courante, déficitaire en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis confirmant ainsi le caractère mercantiliste des opinions publiques. Ceci-dit, le cas français a des aspects assez paradoxaux dans la mesure où, contrairement aux Etats-Unis et à la Grande-

Bretagne, le système protecteur a été à peu près préservé et les inégalités de revenu ne se sont pas creusées autant qu'ailleurs malgré, il est vrai, un chômage plus élevé. Culturellement, la France, comme d'ailleurs l'Europe du Sud, mais aussi les Etats-Unis, n'a jamais adhéré au libre-échange avec la même ferveur que l'Angleterre ou l'Europe du Nord. On retrouve cet écart aujourd'hui.

Quel(s) enjeu(x) revêt la mondialisation dans le cadre de la prochaine présidentielle française ?

Les pays où l'opinion apparaît, à tort ou à raison, comme la plus pessimiste, sont un terrain favorable à tous les populismes qui catalysent les frustrations en désignant l'étranger comme le responsable de tous les maux, ce qui exonère le pays de toute responsabilité. **Le Brexit -pourtant soutenu par des responsables politiques qui trouvaient que l'Europe n'était pas suffisamment ouverte à la mondialisation-, et l'élection d'un Donald Trump isolationniste ont contribué à faire de la mondialisation un thème majeur de la campagne française. Le prochain président aura à trancher certaines questions.** Quel type de relations économiques seront tissées avec le Royaume-Uni ? Quelle attitude adopter vis-à-vis des Etats-Unis si les menaces protectionnistes devaient se réaliser ? Doit-on céder au chant des sirènes de la Chine, prête à succéder aux Etats-Unis pour assurer le leadership du multilatéralisme et du libre-échange ? Faut-il continuer à négocier des accords commerciaux et avec qui ? S'il est favorable au libre-échange et attaché au multilatéralisme, il lui sera difficile de défendre cette position sans soutenir les "perdants", et notamment les salariés menacés par la concurrence des importations. Protectionniste, il lui sera difficile de ne pas entrer dans un cercle aventureux qui conduirait à quitter l'Union européenne, voire l'OMC, à gérer les représailles des autres pays, les dysfonctionnements causés par la rupture de la chaîne de valeur, et les conséquences négatives du protectionnisme sur le pouvoir d'achat.

Quel regard peut-on porter sur la manière dont les principaux candidats à la présidentielle se sont appropriés le thème de la mondialisation. Quel impact cette appropriation pourrait-elle avoir sur l'évolution de la perception par les Français des effets de la mondialisation ?

Pour l'instant, la mondialisation n'a été abordée que sous deux aspects : **la circulation des biens avec le débat sur le protectionnisme, et celle des hommes avec la question de l'immigration.** La circulation des services, des capitaux, des techniques, de la culture sont ignorées. Les services représentent pourtant 80% du PIB et les perturbations dues à la mondialisation financière sont bien plus néfastes que celles imputables au libre-échange. La crise de 2008 était une crise financière. Jusque-là, et malgré la concurrence croissante des pays émergents et de la Chine, la France avait pourtant créé des millions d'emplois et réduit son taux de chômage en frôlant un taux de 7%... **Le débat sur la mondialisation a absorbé le débat sur l'Europe au risque d'abandonner l'ancienne vision "gaullienne", auparavant plutôt consensuelle, qui voyait dans l'Europe, le moyen pour la France d'être plus forte dans le monde qu'elle ne le serait isolée.** Ce thème a non seulement fait éclater le clivage traditionnel gauche-droite mais repoussé aux extrêmes -Mélanchon à gauche, Le Pen ou Dupont-Aignan à droite- les partisans d'une fermeture plus ou moins étanche. Cette radicalisation permet la structuration d'un centre élargi à la gauche sociale-démocrate et à la droite libérale, favorable au maintien dans l'Union européenne et hostile au protectionnisme. On aura reconnu le positionnement d'Emmanuel Macron. **Ce nouveau clivage a néanmoins conduit tous les candidats à afficher la volonté de promouvoir minima une politique commerciale et européenne plus protectrice, sinon protectionniste,** dont les contours et les moyens ne sont pas clairement définis. Qu'on refuse la mondialisation ou qu'on en prône un meilleur contrôle, c'est bien une vision négative qui s'est imposée.

Les débats se sont rétrécis à un point de vue étroitement national qui ne pense pas la France dans le monde en postulant même, chez les plus radicaux, que le monde et l'Europe s'adapteront à la France. On retrouve là la nostalgie, voire l'illusion, de la grande puissance que la France partage avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Même les candidats qui défendent le multilatéralisme délaissent les grands débats internationaux que la France pourrait rouvrir : quelles propositions pour relancer l'OMC, réformer le système monétaire international, rééquilibrer les balances courantes, s'attaquer aux effets déstabilisants des mouvements de capitaux ou à la volatilité du prix des matières premières ? Finalement, **si le thème de la mondialisation a contribué à restructurer le paysage politique, il n'est pas parvenu à présenter une vision forte du rôle futur de la France dans le monde.**